

Manifestation contre le racisme le 18 février

L'attentat tragique du 29 janvier 2017 au Centre Culturel Islamique de Québec est un signal d'alarme pour notre société. Le RÉPAC 03-12 s'associe au Festival contre le racisme de Québec et appelle la population à participer à une grande manifestation familiale dans les rues de Québec le 18 février à 13h devant l'Assemblée nationale.

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 44, Numéro 1 > Février 2017 > droitdeparole.org

Les terres des Sœurs de la Charité

J'aime ça l'agriculture

Faut que j'm'arrange pour que ça dure!

Par Nathalie Côté

Les terres des Sœurs de la Charité ont eu une vocation agricole depuis le régime français. Mais l'avenir de ces précieuses terres arables est en jeu depuis leur vente en 2014. Leur pérennité est actuellement entre les mains du gouvernement provincial et de la Ville de Québec. Mais les citoyennes et les citoyens veulent aussi que leurs voix soient entendues.

Les terres ont été vendues à la société Dallaire (le promoteur Dallaire de l'entreprise Cominar, également promoteur du «Phare» de Sainte-Foy). Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville de Québec n'ont d'ailleurs pas encore donné leur aval au controversé projet immobilier du promoteur dont la réalisation est conditionnelle au changement de zonage des lieux.

Plusieurs groupes dénoncent la situation

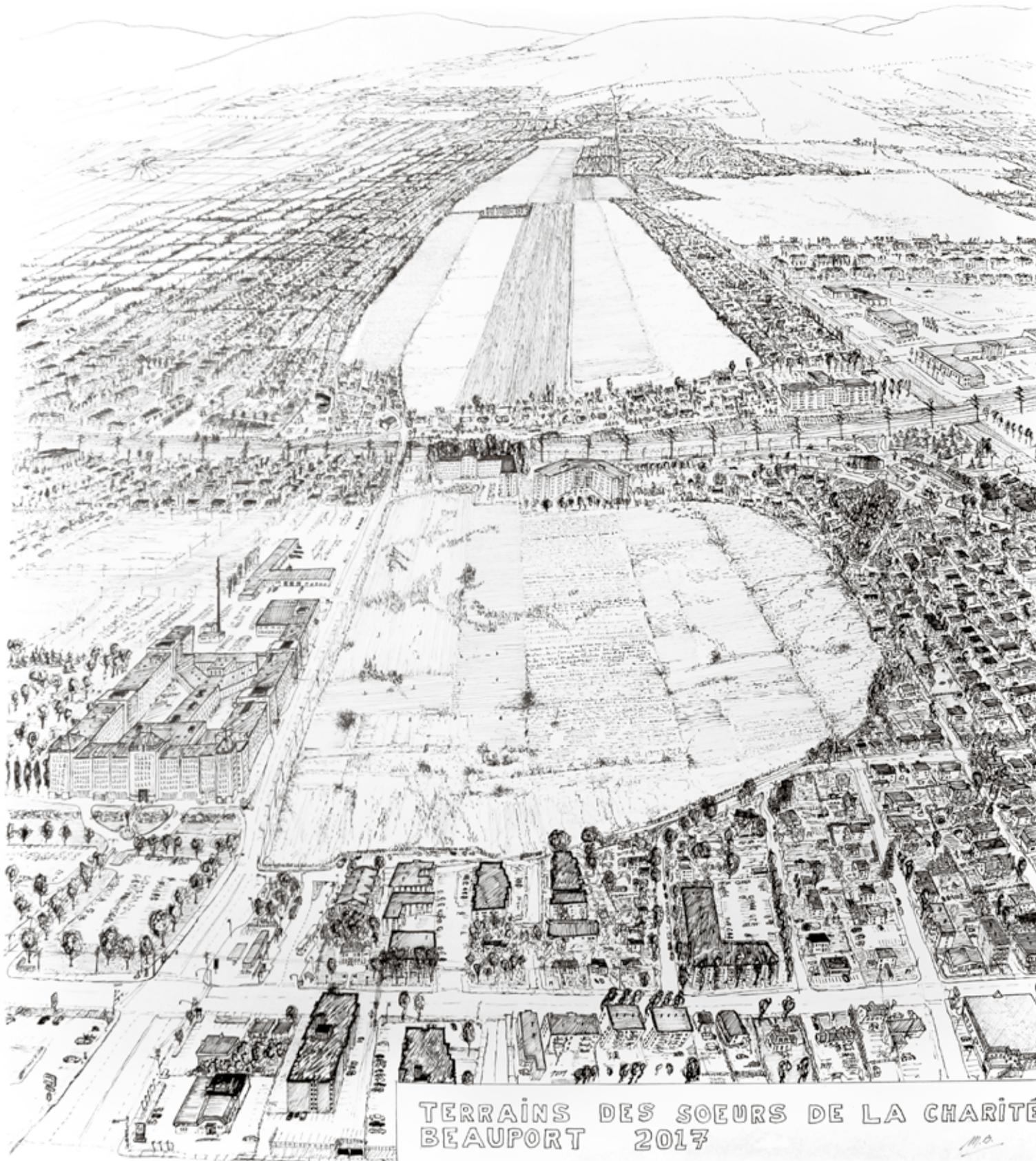
L'Union des producteurs agricoles ainsi que divers groupes de Québec réunis en coalition, Vivre en Ville, les Amies de la Terre, Craque-Bitume, Équiterre et d'autres demandent que la vocation agricole des terres soit protégée. Une pétition a récolté des milliers de signatures et un sondage SOM révélait, en juin dernier, que 74 % des gens de Québec tiennent à la vocation agricole de ces terres.

Un nouvel appui : l'association étudiante en agriculture

Le 22 janvier dernier, l'Association Générale des Étudiants en Agriculture, Alimentation et Consommation de l'Université Laval a adopté une motion pour la défense de la vocation agricole des terres des Sœurs de la Charité. Pour Simon Hénault de l'association étudiante : «Notre idée est de se joindre à des initiatives citoyennes pour rappeler que l'enjeu est toujours d'actualité.» Les étudiants comptent d'ailleurs prendre la parole sur cette question importante, d'autant plus que 2017 est une année d'élections municipales : «Ce qu'on veut faire, c'est apporter notre réflexion sur l'avenir de ces 600 hectares inclus dans le tissu urbain.»

La Voix citoyenne s'active

Les citoyennes et les citoyens continuent de prendre la parole pour défendre les terres. Claudine Dorval, impliquée pour sauver les terres depuis deux ans : «J'ai un souci profond pour le bien commun et la justice sociale. Tout ce territoire, c'est un bien collectif», souligne-elle. (Suite page 2)



C'est aux citoyens de Maizerets, du Petit Village, de Giffard, du Vieux-Moulin, etc. à décider du zonage et de l'avenir des terres des Sœurs de la Charité et non à des promoteurs immobiliers ou au maire Labeaume et à sa soi-disant «équipe». Ces derniers n'ont pas été élus pour prendre des décisions à notre place mais bien pour prendre en compte et respecter la volonté de ceux et celles qui payent leurs salaires.

DESSIN MARC BOUTIN

En solidarité avec les victimes de l'attentat contre le Centre Culturel Islamique de Québec

À *Droit de Parole*, on a toujours eu pour préoccupation de lutter contre l'intolérance, de dénoncer ceux qui, comme certaines radios bien connues de la région de Québec, ont pris l'habitude de verser dans les propos racistes ou le mépris systématique des émigrants.

On a aussi toujours voulu favoriser des politiques d'égalité sociale, permettant aux nouveaux arrivants de trouver plus facilement leur place parmi nous, en leur offrant tous les services nécessaires à leur intégration.

Et aujourd'hui nous voudrions exprimer notre solidarité et nos sympathies à toutes les familles qui ont été directement touchées

par cet attentat odieux et criminel.

Le combat que nous menons à *Droit de Parole*, c'est aussi celui de l'égalité, de la justice, de la tolérance, de la reconnaissance de la richesse de la diversité dont nous sommes collectivement faits.

Le peuple québécois est un peuple qui a toujours été "métissé", et qui doit, malgré tous les discours xénophobes ou racistes de l'heure, continuer à l'être. C'est là où gît sa force et son avenir.

À *Droit de Parole*, c'est dans une perspective d'ouverture et de diversité que nous cherchons à nous faire le porte parole des luttes sociales et urbaines de la ville de Québec.



Paix et amour

(suite page 1)

Depuis que les terres ont été vendues, la question environnementale se pose avec encore plus d'urgence, tel que le souligne Claudine Dorval: «La tendance est de plus en plus à la culture bio et locale comme la faisaient nos ancêtres. C'est un miracle que ces terres existent encore... Pourquoi demander un dézonage des terres agricoles alors qu'il y a déjà plein d'autres espaces à développer?»

En attendant le nouveau schéma d'aménagement

Le ministère des Affaires municipales a demandé à la Ville de Québec de refaire son Schéma d'aménagement proposé en 2016. Notamment, parce que la Ville avait surévalué de 30% l'augmentation de la population dans les 20 prochaines années pour justifier l'empiètement des territoires agricoles par des développements immobiliers dans la grande région de Québec. C'est la 2^e version de ce schéma d'aménagement qu'attendent ceux et celles qui veulent conserver les terres des Sœurs de la Charité. Il devrait être déposé dans les prochains mois.

Qu'attendent-ils de la Ville de Québec? «On attend qu'ils aient lu et pris en consi-

dération les mémoires qu'on a déposés», répond Claudine Dorval. En juin dernier, les citoyens ont eu 5 semaines pour prendre connaissance du schéma d'aménagement de la Ville (de quelques centaines de pages). Des dizaines de mémoires ont été déposés. Claudine Dorval avait alors dénoncé le manque de temps alloué aux citoyens pour étudier le document.

Plus de démocratie

Ce débat soulève des questions sur la démocratie municipale. Claudine Dorval explique: «C'est un enjeu majeur pour la ville de Québec. Ce qui m'intéresse c'est aussi la question de la démocratie. Tant qu'il n'y a pas de démocratie, on ne peut pas sauver la nature.»

Les femmes et d'hommes réunis au sein de Voix citoyenne travaillent à la sensibilisation de l'importance de la nature en ville. Le groupe a organisé des conférences sur la renaissance des cours d'eau en ville, sur les consultations publiques. Il prépare un colloque le 1^{er} mars prochain (voir encadré): «On ne veut pas se révolter sur ce qui se passe, on veut en faire partie. On veut être consulté», explique-t-elle.

Colloque, un monde en transition – une démocratie à revoir

Dans le contexte de la révision du schéma d'aménagement et des projets de loi 109, 121 et 122 en cours, qui concentrent le pouvoir entre les mains des conseils municipaux et retirent à Québec et à Montréal le droit au référendum, sans contrepartie.

Thèmes du colloque:

- Enjeux des projets de loi.
- Révolution du système de transport.
- Aménagement du territoire et santé publique.

Le mercredi 1^{er} mars, de 13h30 à 17h30. À la salle 1168, Pavillon d'Optique-photonique de l'Université Laval, rue de la Terrasse. Une gracieuseté de L'Institut Technologies de l'information et Sociétés.

Un peu d'histoire

Acquise au XIX^e siècle par les Sœurs de la Charité, ayant bénéficié d'exemption de taxes municipales, la ferme (aujourd'hui démolie) a nourri l'hôpital Saint-Michel-Archange et l'orphelinat d'Youville pendant des années. L'orphelinat a changé de mains à la fin des années soixante et depuis la désinstitutionnalisation entamée dans les années 1980, la ferme ne servait plus. C'est dans ce contexte que les Sœurs de la Charité ont dû vendre leurs terres.

Droit de parole

Soutenez votre journal :
devenez membre et ami.E !

Devenez ami.E de Droit de parole

100 \$

Nom : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____ Courriel : _____

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement individuel 30 \$
Abonnement institutionnel 40 \$
Abonnement de soutien 50 \$

DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL

Adhésion individuelle 10 \$
Adhésion individuelle (à faible revenu) 5 \$
Adhésion de groupes et organismes 25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org



Michel Yacoub

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

501 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223

Ligne sans frais 1-877-823-2067

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole*
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage : 7000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Lynda Forgues, Réal Michaud, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Richard Amiot
Coordination : Nathalie Côté
Collaboration spéciale :
Les AmiEs de la Terre de Québec, Michaël Lachance, Gilles Simard,

Geneviève Lévesque, Marie-Hélène Boucher, Francine Bordeleau, Lynda Forgues, Renaud Pilote
Photos :
Nathalie Côté, Gilles Simard, Geneviève Lévesque
Design : Martin Charest
Illustrations :
Marc Boutin, Samuel Breton
Webmestre : La collective Nalyn

Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



Contre la pollution

Maizerets s'organise

Par Lynda Forgues

Au début janvier, lassés par l'inaction de la Ville face à la pollution, des citoyens du quartier Maizerets publiaient un rapport contre la pollution d'AIM (American & Iron Metal) et pressaient Québec d'agir. Poussières de métal, bruit excessif, baisse de qualité de vie, une enquête a fait état d'un véritable problème de santé publique. Droit de parole a rencontré Marcel Paré, un citoyen engagé qui a signé le communiqué de presse du 9 janvier.

Droit acquis de polluer? AIM est un pollueur de différentes façons, par le rejet de poussières métalliques et par la pollution sonore. Cette usine de récupération de métaux jouit, selon la Ville, de droits acquis. En effet, en 20013, cette entreprise a obtenu de la Ville un permis d'entreposage de métaux, afin de pouvoir s'installer en plein cœur d'un quartier résidentiel. Mais rapidement ils se sont mis à faire de la transformation, du découpage de métaux, tel que décrit sur la fiche des entreprises du journal Les Affaires: «Elle se spécialise dans la récupération des sous-produits de la ferraille et leur recyclage en de précieuses matières premières. L'entreprise... approvisionne l'ensemble de l'industrie en métaux: elle récupère, trie, pèse, conditionne et recycle les métaux ferreux comme le fer et l'acier et les métaux non ferreux, comme le cuivre, l'aluminium, l'acier inoxydable et une foule d'autres alliages.»

Comme dit Monsieur Paré: «C'est ce que la Ville et ses représentantes appellent «un droit acquis», un droit de nuisance, un droit de polluer.»

Les citoyens du quartier ne veulent pas nécessairement le départ de cette entreprise, mais ils considèrent qu'il faut forcer l'entreprise à respecter son permis de départ, qui en était un d'entreposage seulement.

AIM, pas le seul irritant dans le quartier

Le conseil de quartier de Maizerets n'a pas que l'entreprise AIM à se soucier: l'incinérateur de Québec, implanté au cœur de Limoilou, avec ses fréquents dépassements d'émissions toxiques; le Port de Québec, dont les activités toxiques ont nécessité la formation d'un comité de vigilance citoyenne, la papeterie White Birch, la circulation automobile qui

contribue à ramener dans l'air les pollutions émises par les différents acteurs. Ils sont tous des agents pollueurs. Mais les pollutions de cette usine de recyclage sont facilement identifiables, tant par le bruit, que par les poussières particulières qui ne sont ni du bois, ni des fumées malodorantes.

Une future usine de biométhanisation en plus?

Dans l'état actuel de la qualité de l'air, selon des études du port de Québec, pour les particules en suspension dans l'air, on en est à 94% du maximum souhaitable. Le Port prévoit atteindre le maximum acceptable en 2020. Et d'ici là, on va sursaturer le quartier qui sera pris dans la construction. En effet, la construction est une cause majeure de pollution: le méga hôpital, (début des travaux prévu en 2017, construction devant durer 8 ans), le projet Beauport 2020 (construction devant durer 5 ans), et l'usine de biométhanisation (construction devant s'échelonner de 2019 à 2021). L'usine de biométhanisation, c'est une bonne idée, mais dans quel quartier est-ce que la Ville va la construire? Pas à Cap-rouge, ni dans un secteur industriel... non, juste à côté de AIM. Serait-ce pour diluer la pollution existante dans encore plus de pollution? Les gens du secteur, eux, commencent à s'impatiser.

Une question de santé publique

Dès mai 2016, des discussions avec l'entreprise AIM ont été prévues par la Ville, mais le Conseil de quartier a décidé que sa voix avait besoin de s'appuyer sur une documentation solide basée sur un portrait de la situation; il a alors mandaté Marcel Paré, qui avait été membre de son CA, pour préparer une étude auprès de 175 foyers touchés directement par la pollution d'AIM.

Après la sortie du rapport début janvier, la Ville, par l'entremise de ses conseillères, a protesté qu'elle avait essayé toutes sortes de mesures pour discipliner l'entreprise... sans succès. De plus, la Ville a promis des arbres autour de l'usine pour 2017. M. Paré répond qu'il n'y a jamais assez d'arbres. On ne peut s'opposer à la plantation d'arbres matures, mais est-ce vraiment efficace? Et surtout, est-ce suffisant? Comme il le dit: «il faut s'attaquer aux causes de la pollution, pas aux effets! En dépit des nombreux appels à l'aide lancés à la Ville, ce problème de santé publique persiste.»

Maintenant que le rapport a été déposé, Marcel Paré

lance un appel aux gens du quartier: il faut relancer le processus de plaintes à la Ville, malgré le peu d'écoute qu'ont déploré les citoyennes et citoyens qui sont passés par ces étapes l'an dernier: «Nous demandons aux gens de porter plainte à la Ville s'il y a des inconvénients, des inconforts, des poussières, des bruits, tout en en faisant part sur la page Facebook du Conseil de quartier de Maizerets.»

La force des sous-comités du Conseil de quartier de Maizerets

Marcel Paré tient à souligner ce que la mobilisation citoyenne apporte: «Si les citoyens participent à ce genre de projet, ils acquièrent beaucoup d'expérience, ils réfléchissent à leur quartier, ensemble on peut trouver des solutions, on partage et on apprend. Il y a des gains à faire.» Plusieurs sous-comités existent dans ce Conseil de quartier très actif, qui tient de multiples assemblées publiques sur la qualité de vie du quartier, la pollution, l'aménagement urbain, la circulation automobile, ainsi de suite.

Peut-on croire Régis Labeaume?

Le 16 janvier dernier, Labeaume déclarait que si l'agrandissement du Port de Québec avait des conséquences négatives pour les gens de Limoilou, il allait «défendre les gens de Limoilou avant l'agrandissement du Port.»

En 2013, l'année des élections municipales, le maire faisait son matamore face au Port, en dénonçant le manque de consultation populaire. L'année suivante, une fois élu, son discours changeait considérablement, et les affreux dômes à granules étaient déjà acceptables (quoiqu'ils furent érigés en pleine nuit, doit-on le rappeler?) En 2014, Labeaume, devenait confiant face à l'administration portuaire, malgré que le BAPE fût écarté du dossier. En 2015, il projetait le déménagement du marché du Vieux-Port. En 2016, le maire se montrait surtout inquiet de ne pas voir arriver l'argent du fédéral pour l'agrandissement du Port.

Les gens de Maizerets ne peuvent donc pas attendre l'action de l'administration municipale en matière de pollution et de santé publique. Mais ils ont la force de leur action citoyenne et de la pression populaire qu'ils peuvent exercer.

Pour une démocratie participative

Par Marie-Hélène Boucher

Les élus des municipalités favorisent souvent les intérêts des classes plus favorisées, car souvent eux-mêmes appartiennent à ce milieu. Ils ne tiennent pas compte de la volonté du peuple. À Québec, l'affaire concernant le Centre Durocher qui opposait les citoyens au maire Régis Labeaume est la preuve de cette dernière affirmation. Ce dernier agit comme si sa volonté était celle du peuple, sans tenir compte véritablement de ce que celui-ci pense. De nombreuses personnes s'opposaient à la démolition de cette bâtisse à vocation communautaire, ayant une valeur historique indéniable, mais le maire a préféré laisser le champ libre aux entrepreneurs privés qui ont démoli ce centre pour construire des appartements à cet emplacement.

Pour un budget participatif

Les gens ont perdu d'une certaine façon confiance au système politique actuel. Instaurer une démocratie participative au niveau municipal pourrait représenter une solution à ce problème. Ce type de régime politique signifie que les citoyens ne sont pas seulement consultés, comme le permettent présentement les Conseils de quartier, leur voix aurait véritablement un impact sur les décisions des élus. L'exemple le plus marquant aujourd'hui de ce type de mesure c'est les nombreux projets de budget

participatif qui fleurissent un peu partout dans le monde. Ces derniers permettent aux citoyens de se prononcer sur la répartition des fonds d'une partie du budget de leur municipalité ainsi que sur les projets instaurés à ce niveau. Présentement, 1000 villes dans le monde, dont 150 en Europe, y compris Montréal avec l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, ont implanté de tels projets. Par contre, l'exemple le plus connu et le plus analysé par les spécialistes est sans contredit celui de Porto Alegre, au Brésil.

Réduire les inégalités sociales

Tous ces cas tendent à prouver, comme le soutient dans son livre Luc Rabouin, auteur et directeur général du Centre d'écologie urbaine de Montréal ainsi que membre du Groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté, que le budget participatif permet une réduction des inégalités sociales et entraîne une participation importante des groupes dont la voix n'est habituellement pas prise en compte (les personnes à faible revenu, les femmes et les gens moins scolarisés).

Ce type de mesure politique amène de façon générale les gens à vraiment chercher à s'impliquer politiquement étant donné que ces derniers ont véritablement espoir que leurs actions politiques auront une incidence.

Les budgets participatifs permettent aussi la prise de décision favorisant davantage le bien commun et la justice sociale.

De plus, ils permettent de réduire sensiblement la corruption, qui est souvent un fléau au niveau municipal, en permettant davantage de transparence institutionnelle. Si de nombreuses municipalités, qui souvent, comme dans le cas de Porto Alegre, ne présentaient pas une situation financière enviable, ont réussi à implanter avec succès de tels projets, il est donc sûrement possible de faire pareil ici.

Néanmoins, monsieur Rabouin insiste sur le fait que la Ville pour instaurer un tel projet a le devoir d'informer le public pour lui permettre de saisir le fonctionnement du processus du budget participatif et de mettre des experts à la disposition de celui-ci afin d'être en mesure de réaliser adéquatement certains projets qui peuvent présenter des aspects plus techniques ou qui requièrent des informations précises.

La démocratie participative pourrait ainsi, selon lui, facilement être complémentaire à la représentative qui prévaut actuellement, comme tendent à le démontrer les exemples des villes ayant instauré des projets de budget participatif. Par contre, pour instaurer ce type de mesure, l'exemple de Porto Alegre tend à prouver qu'il faut un mouvement social fort et un parti politique qui appuie la mise en place de cette initiative.

Une carence à Québec

Par mouvement social fort, il faut entendre un important soutien de syndicats ou

d'organismes communautaires comme à Porto Alegre pour l'instauration de ce projet. Cet aspect est manquant, selon monsieur Rabouin, ici à Québec pour pouvoir mettre en place un processus de budget participatif. Les organismes communautaires et les syndicats devraient se faire une priorité d'informer et de mobiliser le public sur cet enjeu, car il est susceptible d'être une solution à certains problèmes sociaux contre lesquels ces organismes luttent ou de servir les causes que ceux-ci défendent.

Par contre, selon Luc Rabouin, la mise en place de pratiques de consultation de la population par les élus sur certains enjeux peut constituer une première étape pour rompre avec une gestion plus autoritaire des municipalités, comme tend à prouver l'exemple de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Conseils de quartier

À Québec, les Conseils de quartier jouent ce rôle, et ce, depuis 1993. Par contre, comme à Porto Alegre, l'appui d'un parti politique à un projet de budget participatif peut avoir une incidence significative pour la mise en place de celui-ci.

Les prochaines élections municipales à Québec auront lieu en 2017. Donc, peut-être, il y aurait une possibilité de convaincre un parti politique opposé au maire Labeaume de prendre en considération cette forme de démocratie participative.

Les organismes famille, un atout collectif pour la persévérance scolaire

Par Geneviève Lévesque

Dans le cadre des Journées de la Persévérance Scolaire qui auront lieu du 13 au 17 février, pourquoi parler des organismes famille? Parce que c'est là que s'ancrent les chances de réussite académique de plusieurs enfants.

Déjà un enjeu de 0 à 5 ans

La persévérance scolaire, c'est le fait que les enfants continuent à aller à l'école, même au-delà de l'âge légal de 16 ans, et obtiennent un diplôme. Les jeunes acquièrent ainsi une éducation solide et obtiennent souvent plus facilement un emploi qui leur convient et qui leur offre une meilleure rémunération.

On a tendance à oublier cependant que la réussite académique se joue à un très jeune âge. L'organisme *Réunir Réussir* a relevé quatre ensembles de déterminants de la persévérance scolaire. Les facteurs familiaux, personnels, scolaires et sociaux y jouent tous un rôle, par exemple la valorisation de l'éducation et l'encadrement parental, l'estime de soi, le rendement scolaire en lecture, écriture et mathématique et les ressources du milieu.

Les organismes famille et la persévérance scolaire

C'est dans ce cadre que les organismes famille entrent en jeu. Ces organismes, certains axés sur les 0 à 5 ans, d'autres

sur les enfants d'âge scolaire ou encore sur les adolescents, offrent un soutien non seulement aux enfants, mais aussi à leur famille. Les enfants en retirent une socialisation nécessaire, surtout les 0 à 5 ans qui ne vont pas en service de garde éducatif. Les parents peuvent aussi entrer en contact avec d'autres parents comme avec les intervenant.e.s de l'organisme. Cela peut avoir comme effet de sortir des familles entières de l'isolement, par exemple chez les familles immigrantes.

Les intervenant.e.s en profitent alors pour outiller les parents, soit par la présentation d'activités de lecture, de jeu ou de bricolage, par la visite de la bibliothèque du quartier ou la tournée des parcs. La francisation est accélérée, l'éveil à la lecture renforcé, sans compter que le développement global de l'enfant se déroule plus aisément. L'organisme famille peut également référer certaines familles aux besoins particuliers vers des ressources spécialisées.

La Joujouthèque Basse-Ville, un organisme famille du quartier

À la Joujouthèque Basse-Ville, l'apprentissage se centre, comme dans les CPE, autour du jeu. La stimulation par le jeu, les arts et la lecture a un grand impact sur l'estime de soi et la valorisation des apprentissages. De plus, par sa situation au 2^e étage de l'école Sacré-Coeur, la Joujouthèque permet un partenariat avec l'école et le service de garde ainsi qu'avec d'autres éco-



À la Joujouthèque Basse-Ville, l'apprentissage se centre, comme dans les CPE, autour du jeu. PHOTO G. LÉVESQUE

les et organismes du milieu. Selon la Joujouthécaire Isabelle Landry, «un enfant qui va deux fois par semaine à la Joujouthèque entre 0 et 5 ans, ça crée une routine qui lui permet de faire l'entrée à l'école plus progressivement et plus positivement.»

La Joujouthèque Basse-Ville propose des activités non seulement sur place, mais aussi au Café Rencontre Centre-Ville et au

Centre Mgr Marcoux dans Maizerets. Au centre-ville, on compte également le Pignon Bleu, la Maison des Enfants de Saint-Roch, le Carrefour des Enfants Saint-Malo et le Centre Famille Haute-Ville. Et bien que Commun'Action ne soit pas encore un organisme famille reconnu par le Ministère, il n'en joue pas moins un rôle très actif auprès des familles de Saint-Sauveur.

Les aventures de Doc à Québec

Un détournement de code

Par Michaël Lachance

Doc a hélé un taxi. L'aéroport international Jean-Lesage est achalandé comme à son habitude par une trentaine d'employés et quelques Caucasiens, qui n'ont rien du Caucase Nord, mais tout de Saint-Isidore. Les chauffeurs échangeaient sur le cours des paris pour le *Manchester United* et *Chelsea*. Quatre contre un pour Chelsea, certains donnaient *Manchester United* à quatorze contre un. Je ne connais rien dans la première ligue de soccer, Doc non plus. Lorsqu'on observait tous ces buveurs de menthe Maghrébins, souvent Arabes, Berbères et/ou arabo-berbères, on se demandait bien pourquoi ils n'avaient pas encore troqué le soccer pour le hockey? Après tout, deux, trois ou quatre générations plus tard, le Canadien de Montréal doit être tatoué sur le cœur de tous les Québécoises et Québécois? En tout cas, dans le taxi, c'est ce que Doc essayait de raconter à Nuri, presque en vain.

Doc glande à l'aéroport. À la veillée du jour de l'an, après avoir lampé une demi-douzaine des *Veuves Clicquot* à l'attention de «toute» la clientèle du Frontenac, il s'est volatilisé. Il est pétié, il divague, il tambourine à qui mieux mieux des histoires improbables, et, la seconde qui suit, vlan!

J'ai ce souvenir d'une soirée bien arrosée à la cafétéria du Parlement. Doc tirait les jupes qui dépassent dans ce cocktail de financement du Parti libéral. Alors qu'il échangeait bruyamment avec ses collègues Gaétan Barrette et Philippe Couillard, à propos, il me semble, du poète et savant perse Omar Khayyâm (1048-1131), Christine Saint-Pierre, feu ministre de la Culture, enjoignit fortement deux souscripteurs anonymes du parti pour taire l'élan du cœur de Docteur. Lorsque contrarié devant la voluptueuse infatuation de Barrette, il a déclamé des vers du poète:

«Au printemps, je vais quelques fois m'asseoir à la lisière d'un champ fleuri.

Lorsqu'une belle jeune fille m'apporte une coupe de vin, je ne pense guère à mon salut.

Si j'avais cette préoccupation, je vaudrais moins qu'un chien.»

On tenait à son départ prestement. Lorsqu'il eut terminé son palabre, il fronça les sourcils, regarda en direction de Couillard et dit:

– Monsieur Arabie fiscaux, peux-tu me réciter un poème québécois?

Saint-Pierre s'empressa alors de tutoyer Doc:

– T'es qui pour faire la leçon de culture à Philippe, toé?

– Culture? Vous vous servez là d'un mot dont le sens vous dépasse...

– Tu vas nous emmerder longtemps avec ton poète du 19^e siècle?

– MA-DA-ME, c'est justement pourquoi je vous emmerde!

– Pourquoi?

– Parce que dans ce monde absurde vous êtes une partie du problème!

– Bon, on peut reprendre notre financement?

– Oui, n'arrêtez surtout pas vos basses manoeuvres.

Sur ces paroles indéliques, ils ont congédié Doc, il a été escorté par les bonzes du parti un peu en marge du Parlement, devant la statue ratée de René Lévesque. Par suite, je n'ai pas revu Doc pendant une semaine, voire quinze jours, je ne sais plus.

Sur le retour vers le Café Éluard, Nuri a jassé tout le trajet avec Doc. J'ai cherché à savoir d'où il débarquait encore. C'est dans cette discussion sportive que je sus l'alibi. Nuri a posé cette question qui a semblé affecter Doc:

– Pourquoi devrais-je aimer le hockey, monsieur?

– Quand je suis à Rabat, je parie sur le hockey d'après toi?

– Vous pourriez parier sur les *Capitals de Rabat*, mais les *Eagles de Carthage* sont plutôt convaincants cette année!

– DU HOCKEY AU MAROC?

– DU SOCCER AU QUÉBEC?

Durant la soirée, au Café Éluard, la barista nous a offert de l'arak très anisé. Doc, éthylique, enlaçait Nuri. Faute de client à l'aéroport international, notre ami opta pour nos dédales de jigoneux. Jamais n'a-t-on autant parlé de hockey au Café. Disons que ça change des taxes et impôts comme propos unique à la radio fixe.

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC



**UNE FORCE
COMMUNAUTAIRE!**

Pourquoi n'a-t-on pas pu empêcher la démolition du Centre Durocher?

Comme beaucoup d'autres, on s'est impliqué à *Droit de Parole* dans la défense du Centre Durocher et dans le projet de le voir se transformer en un centre culturel mis au service des habitants de Saint Sauveur, si souvent oubliés. Et comme beaucoup on a été profondément attristé – à en rager intérieurement – par sa démolition. Ayant bien de la peine à comprendre comment une telle mobilisation collective – portée par les efforts acharnés de quelques militants et militantes remarquables – n'avait pas pu faire changer d'idée le maire Labeaume et ses conseillers. Aussi faut-il bien chercher à comprendre ce qui s'est passé, et pourquoi nous n'avons pas réussi – de tous nos efforts conjugués – à empêcher cette démolition!

Par **Pierre Mouterde**

Car il faut le noter, ce ne sont pas les appuis de la base qui ont manqué. Rappelez-vous: une pétition de plus de 2000 noms avait circulé; et plus de 200 artistes, 50 commerces et 15 organismes communautaires avaient soutenu la cause. Sans même parler du soutien du Conseil de la culture de Chaudière Appalaches ainsi que de personnalités originaires du quartier comme Alain Beaulieu, Viviane Labrie et François Saillant. Et bien sûr, celui de la congrégation des Oblats. Pourquoi malgré tout, malgré la juste des demandes, malgré tous ces soutiens, et le travail acharné des derniers mois du Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint Sauveur (CCCQSS), le maire n'a pas reculé?

Certes, on pourra évoquer l'intransigeance capricieuse du maire, ou encore ses discours manipulateurs et démagogiques, son mépris pour la basse-ville et le quartier Saint Sauveur, ou encore la lâcheté de ses conseillers, ou plutôt conseillères, tristement aux ordres. Mais on ne peut pas en rester là: on le sait bien, la force d'une autorité dépend toujours aussi de la faiblesse et des propres fragilités de ceux et celles qui cherchent à lui faire face. En ce sens, il faut aussi savoir se regarder soi-même, et il est impossible de ne pas voir que le mouvement communautaire et citoyen de la ville de Québec – pris comme un tout – se trouve confronté à un contexte sociopolitique particulièrement difficile.

Le lourd héritage d'une culture du compromis

Qu'on le veuille ou non, on n'est plus au temps du Rassemblement populaire (RP) et d'un maire aux a priori minimalement progressistes, alors qu'il était possible, depuis la base des organisations du mouvement communautaire ou populaire, de faire remonter avec succès jusqu'au sommet, quelques-unes de ses demandes ou revendications.

Autrement dit, la culture du compromis, de la négociation-concertation – surtout celle qui, derrière des portes closes, a fini par s'imposer dans une bonne partie du mouvement communautaire – ne fonctionne plus, n'est

plus à l'origine d'aucun gain notable. Nous rappelant, qu'avec le maire Labeaume, les vieilles pratiques d'antan ont bien peu d'effets sur les froids rapports de force politique. Et il faut le dire, c'est ce qu'une partie de la direction du CCCQSS a mis longtemps à comprendre à propos du Centre Durocher. En se contentant de promesses minimales et en préférant ne pas se lancer dans une lutte franche et ouverte. Ce qui fait qu'elle a mis bien longtemps à réagir et à faire de cette affaire une affaire d'envergure qui concernait démocratiquement tout le quartier. Et quand elle l'a fait, c'est après que des habitants du quartier, et surtout une poignée de militants et militantes, l'ont poussée à le faire à partir de décembre 2013. Comme si elle peinait à retrouver cette exigence de la lutte collective qui est pourtant au cœur de toute action citoyenne.

Un mouvement communautaire divisé

Et dans un sens, on la comprend. Car sur cet enjeu précisément – celui du logement social et de l'aménagement urbain – le mouvement populaire et communautaire reste aujourd'hui profondément divisé et fragmenté, ayant de la peine à combiner au cœur de nos villes, la nécessité évidente de logements sociaux, avec un aménagement urbain qui reste convivial, diversifié et qui surtout permette l'existence de lieux collectifs de vie, comme par exemple... un centre culturel.

C'est sans doute pourquoi le CCCQSS n'a pas reçu tous les appuis décisifs qu'il aurait dû recevoir et qui, compte tenu de la portée symbolique de cette démolition annoncée, aurait pu faire toute la différence. En fait, ce dernier s'est trouvé – politiquement – assez isolé, sans jamais que cette lutte puisse devenir la lutte de tout le mouvement communautaire, celle du REPAC, du FRAPRU, etc. Sans jamais non plus recevoir les soutiens politiques actifs qu'elle méritait: ceux de Démocratie Québec ou encore d'Agnès Maltais du PQ.

On le voit, ce rapide retour sur la démolition du Centre Durocher et sur l'impossibilité que nous avons eu de l'empêcher, nous ramène à des questions de fond vis-à-vis desquelles on ne pourra plus faire l'économie d'une réflexion approfondie. Et à *Droit de Parole*, nous vou-

drions lancer le débat à ce propos, cet article étant une première tentative en ce sens.

N'en va-t-il pas tout simplement de l'avenir des luttes urbaines à Québec?

Le Comité citoyen du quartier Saint Sauveur planche sur le bilan de son travail

Il n'y a pas qu'à *Droit de Parole* qu'on tente de faire un bilan de la lutte menée contre la démolition du Centre Durocher. Le comité de travail sur l'avenir du Centre Durocher s'est lancé de son côté dans un vaste exercice de remue-ménages collectif pour tenter de faire le point sur cette question.

À l'aide d'un questionnaire sondage préalable, et au fil de débats conviviaux, larges et démocratiques, il travaille actuellement sur une analyse des gains et des pertes que l'on pourrait comptabiliser vis-à-vis de toutes les activités collectives qu'il a pu mener contre la démolition. Et il le fait avec l'objectif d'orienter la prochaine assemblée générale du CCCQSS qui devrait avoir lieu fin février, début mars 2017.

Une Assemblée générale à venir

L'affaire est d'importance, car il ne s'agit pas simplement de faire le bilan d'interventions passées, mais surtout de planifier la suite des choses. Par exemple, le comité devrait-il continuer à se battre pour une maison de la culture dans Saint Sauveur? Et où, et comment, et pourquoi?

Les questions ne manquent pas. Et tous les membres du Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint Sauveur sont d'ores et déjà conviés à participer à cette assemblée générale. Une assemblée qui risque à sa manière d'être décisive!

Centre Durocher exposition post mortem

Par **Francine Bordeleau**

Depuis le 13 janvier, et jusqu'au 12 février, le centre d'artistes Engramme, qui se consacre à l'estampe, présente l'exposition *Saint-Centre, Sauveur Durocher* de Samuel Breton. «L'art doit avoir un sens», dit le jeune artiste visuel, d'où son désir de pérenniser le Centre Durocher, selon lui le cœur architectural et emblématique de Saint-Sauveur.

Saint-Sauveur, c'est aussi le quartier natal du grand ténor Raoul Jobin (1906-1974), de Roger Lemelin (1909-1992), auteur des *Plouffe*, de la sémillante (avant sa lobotomie) Alys Robi... et bien sûr de Bonhomme Carnaval! Samuel Breton utilise ces figures et divers objets, dont des quilles et des symboles religieux, puisque le Centre Durocher a été fondé par les pères Oblats et que Saint-Sauveur est célèbre pour sa procession du Sacré-Cœur d'ailleurs immortalisée dans *Les Plouffe*, pour faire de l'édifice un haut lieu de cristallisation identitaire.

Saint-Centre, Sauveur Durocher, exposition ludique et poétique, est à voir.

Engramme, 510, côte d'Abraham

Pour plus d'info : engramme.ca



Alys Robi (jeune) surplombant le Centre Durocher

SÉRIGRAPHIE SAMUEL BRETON

Cultiver la solidarité

Par Lynda Forgues

Le Festival contre le racisme de Québec, qui se tiendra à Québec du 16 au 19 février. Droit de parole a fait une entrevue avec Nikolas Vibo, du comité organisateur de l'événement culturel.

Nikolas Vibo, un militant de longue date à Québec, lui-même immigrant, qui a fait de la radio communautaire et qui a mené diverses luttes pour les droits et libertés, s'est impliqué, avec d'autres, dès le début dans l'organisation de cet événement. Ce genre de festival ne s'est jamais vu dans notre ville. Il existe déjà des événements culturels comme Mondo Carnaval ou Festival Nuits d'Afrique, qui utilisent la musique pour faire vivre la diversité culturelle. Le Festival contre le racisme s'inscrit dans un registre différent; c'est un événement qui nous permettra de nous solidariser les uns les autres pour lutter contre le racisme, explique Nikolas Vibo.

Le racisme

L'idée de proposer cette idée dans la capitale est venue de la lecture que le comité organisateur, indépendant de toute formation politique, fait de la réalité du racisme aujourd'hui :

« Il y a des périodes où il semblerait que le racisme se manifeste avec plus d'ardeur, ce que nous pourrions appeler une période d'« éclosion » de racisme... Depuis quelques années, et à plus forte raison quelques mois, nous pourrions croire que nous sommes en plein milieu de ce type de période », souligne Nicolas Vibo.

Québec, malgré ses particularités, n'est pas détachée de la réalité nord-américaine, ou mondiale.

« Pour parler concrètement, explique-t-il, on a vu la situation des Afro-américains des États-Unis et des débats soulevés pendant la campagne électorale, la situation des femmes autochtones à Val d'Or, le livret à l'intention de nouveaux arrivants de Labeaume, l'organisation formelle de groupes explicitement racistes et les déclarations des radios poubelles sur les réfugiés, ces deux derniers également dans la ville de Québec... »

Nous avons demandé si le racisme, dans la ville de Québec, avait quelque chose de particulier, une odeur spéciale, différente d'ailleurs ?

« Je ne crois pas que le racisme soit différent à Québec;

c'est plutôt une question de savoir de quelle manière il trouve une force d'appui dans la société. Ainsi, le racisme est le même qu'ailleurs, toutefois ce qui différencie Québec, c'est plutôt la manière dont de plus en plus on voit des organisations militer pour un projet qui prend pour base le racisme. Mais d'autres manifestations du racisme sont également présentes, et pas seulement à Québec, et tout aussi dangereuses : lorsque des institutions publiques reproduisent une discrimination ou une violence raciales, ou que le racisme s'érige en structure sociale, voire en pratique discursive du sens commun, etc. »

Les radio-poubelles

À propos des radio-poubelles, dont on entend des propos racistes dans la pub vidéo qui circule pour annoncer le Festival, Nikolas Vibo croit qu'elles font partie d'un ensemble de facteurs favorisant le racisme, sans en être la cause unique :

« Il semblerait, par exemple, qu'à Québec nous peinions à nous imaginer en tant que communauté habitant la même ville, ce qui fait que ça devient un problème structurel, mais également de vie quotidienne. C'est à dire que l'organisation de nos vies, collective et individuelle, par le travail, le temps, l'espace, les occupations, les intérêts, etc., fait en sorte de nous séparer et c'est dans cette séparation que d'un coup, les messages véhiculés par ce type de média vient donner un sens – à vrai dire, un semblant de sens – à cette vie décousue. »

Le Festival comme lutte

Pourquoi ce Festival? Nikolas Vibo dit que c'est une plateforme qui permet à des gens des divers milieux, qui se sentent interpellés par la lutte contre les injustices sociales et par la musique, de pouvoir se rencontrer. Le militant nous rappelle dans quel contexte le Festival contre le racisme s'inscrit, celui de la lutte antiraciste : « je crois qu'il devient impératif non seulement de détruire le discours raciste, mais en plus de situer la lutte contre le racisme dans un large éventail de luttes sociales. » Ça n'est pas qu'un événement culturel, nous explique celui qui a été amené à se proposer comme organisateur des scènes « hip-hop » et « afro-latine » du Festival, qui comporte aussi des volets folk, rock, hard punk, hardcore et cumbia. Les spectacles auront lieu au Fou-Bar, au Cercle et à la Source de la Martinière.

Février, le Mois de l'histoire des Noir-e-s

Le Festival a lieu au mois de février, qui est le Mois de l'histoire des Noir-e-s qui, rappelons-le, est souligné à Québec depuis une quinzaine d'années, quoique le premier Noir soit arrivé ici en 1629, comme nous le rappelle Webster. Le rappeur de Limoilou organise depuis des années de nombreuses activités autour de la mémoire et de la connaissance de notre passé collectif. C'est en collaboration que les deux organisations ont ajusté leurs programmations afin de permettre au plus grand nombre de participer à plus d'activités. Webster sera sur scène le 18 février dans le cadre du festival contre le racisme.

Expo La Ville affrontée

Dessins et desseins pour Québec

Par Francine Bordeleau

Figure de proue de l'engagement citoyen à Québec depuis les années 1970 et cofondateur de Droit de parole, l'architecte et géographe Marc Boutin est aussi un remarquable dessinateur. Il était temps qu'une exposition mette en lumière l'ensemble de son œuvre.

C'est pendant qu'elle pilotait le projet « Vies de quartier », présenté l'an dernier par la Maison de la littérature, qu'Hélène Matte, ci-devant commissaire de l'exposition, a visité l'atelier de Marc Boutin. Et fut séduite d'emblée. Dans les textes, maquettes, esquisses, toiles, dessins échelonnés sur quelques décennies, « elle a vu une cohérence que je n'avais jamais notée », dit le principal intéressé. Et l'a convaincu de la pertinence d'une exposition dont le centre en art actuel Le Lieu s'est fait l'hôte.

Ainsi est née *La Ville affrontée* (clin d'oeil à La Communauté affrontée, un essai du philosophe français Jean-Luc Nancy publié en 2001), où s'entremêlent de façon judicieuse des articles publiés dans DDP, des plans d'architecte et, bien entendu, des dessins : ici une épicerie de la côte Sain-

te-Geneviève, aujourd'hui disparue, là une manif de Latinos sur fond de paysage bucolique (les abords de l'île d'Orléans), là encore, un restoroute de Saint-Tite-des-Caps ou une ruelle du Vieux-Québec.

Toujours, c'est la vie qui bat. La vie dans l'espace, dans l'environnement physique; la vie humaine représentée à échelle d'humanité : une maison, un bout de la rue Richelieu et de ses façades... Et on ne peut qu'applaudir à l'accrochage réalisé par Hélène Matte, à cette riche idée d'avoir croisé articles politiques et œuvre peint, car ils se répondent. Les labeaumeries (et, avant elles, les lamontagneries, pelle-tiereries, andréeboucherries, etc.) et tous les projets urbains aberrants pourfendus dans DDP trouvent leur exacte contre-proposition dans les dessins.

Ligne de force

Tout est politique, et a fortiori l'art, se plaît à rappeler, voire à marteler Marc Boutin. Cet indéfectible amoureux de Québec, et surtout de ses quartiers centraux parce qu'ils en constituent la force vive, a vu la ville se lézarder à compter du milieu des années 1960. Il a choisi de résister, notamment par la pratique du journalisme.

Au regard de l'écriture journalistique, La

Ville affrontée apparaît à la fois comme un impressionnant florilège et la vibrante illustration d'un parcours de vie. Une vie qui tout du long s'inscrit dans la lutte urbaine.

Sur un plan plus strictement artistique, l'exposition révèle un peintre attentif aux détails, toujours évocateurs et signifiants, et doté d'un sens aigu de l'observation. Chez le Marc Boutin artiste, les « regards et jeux dans l'espace » (pour reprendre un titre du poète Hector de Saint-Denys Gar-

neau) racontent une histoire, en quelque sorte : celle du réel. Son maître en peinture, c'est d'ailleurs Maurice Utrillo (1883-1955), peintre de paysages urbains, dont de nombreuses vues du quartier Montmartre.

Et ultimement, *La Ville affrontée*, c'est le portrait et l'autoportrait, en mots et en images, d'une individualité qui dit, qui affirme sa présence au monde, sa conscience du monde. Jusqu'au 5 février, au Lieu. 345, Dupont.



Le travail de Marc Boutin a été mis en valeur au Lieu avec l'exposition *La ville affrontée*.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

On aura tout composté!

Faire nos besoins dans de l'eau potable est peut-être l'une de nos habitudes culturelles les plus curieuses et les plus polluantes.

Joseph Jenkins offre ici un argumentaire convaincant en faveur du compostage du fumain (néologisme créé à partir de la contraction de «fumier humain»), une solution tout indiquée pour prévenir la pollution de l'eau, fertiliser les sols, protéger nos réserves d'eau potable et améliorer notre santé. Enfin disponible en français après un succès phénoménal aux États-Unis, ce guide pratique fournit des informations scientifiques détaillées sur la façon dont le fumain peut être recyclé hygiéniquement sans avoir à recourir à des gadgets technologiques ou des produits chimiques, sans se saigner monétairement et sans polluer l'environnement. D'une grande pertinence écologique, et non sans une pointe d'humour pour désamorcer toute appréhension négative, *Le petit livre du fumain* vous offenserait peut-être, mais il vous interpellera assurément. Car quiconque s'intéresse à un futur durable comprendra la nécessité de s'attaquer à cet enjeu. Alors, les déjections humaines, simples déchets ou ressources à valoriser?



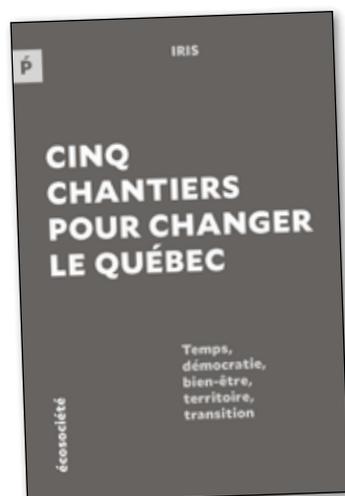
JOSEPH JENKINS

Le petit livre du fumain.

Manuel de compostage de fumier humain
Éditions Écosociété, 2017, 252 pages

Un Québec alternatif

Pour sortir de la seule critique des élites au pouvoir, l'IRIS a décidé de brasser la cage. Quelles seraient les politiques qu'un gouvernement au service du bien commun pourrait mettre en branle dans un premier mandat? Dans cet exercice de politique fiction, les chercheur.e.s passent de la réaction à la proposition à travers cinq chantiers prioritaires: la réduction du temps de travail, la démocratisation de l'économie et des lieux de travail, la solidarité sociale, l'occupation du territoire et la transition écologique. Il en ressort un éventail d'alternatives concrètes et audacieuses pour changer le Québec, à l'opposé des politiques d'austérité. Loin de vouloir imposer un plan déjà défini, l'idée est de lancer des débats. Avec le désir d'inspirer, au bout du compte, un certain goût pour l'audace et l'ambition collective. Vous embarquez?



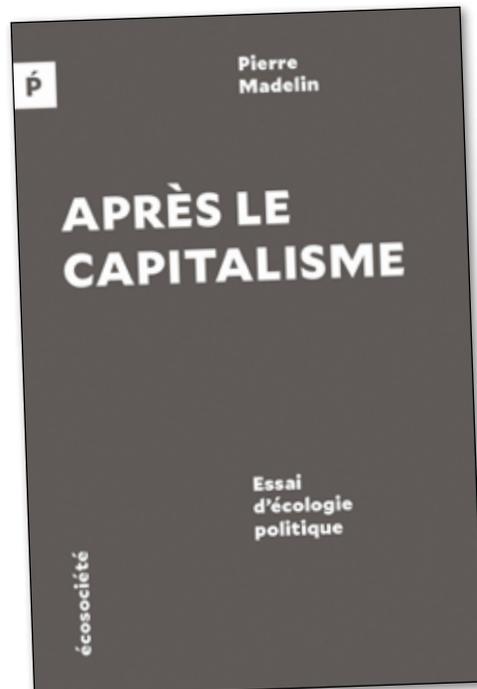
IRIS

Cinq chantiers pour changer le Québec.

Temps, démocratie, bien-être, territoire, transition
Éditions Écosociété, 2016, 132 pages

Sortir de l'auto-boulot-ordino

Comment s'émanciper de cette servitude volontaire où consommation et capitalisme riment avec destruction des conditions de vie sur Terre? Aller au supermarché en voiture, changer de iPhone tous les six mois, passer trois heures par jour devant un écran, cela fait pourtant partie du quotidien de la plupart de nos contemporains. Or, sans une véritable transition écologique, nous assisterons inévitablement à une série d'effondrements systémiques. Pour rompre avec l'imaginaire de domination rationnelle du monde hérité de la science et de la philosophie modernes, Pierre Madelin explore les possibilités révolutionnaires du présent en convoquant l'écologie politique libertaire. Si le capitalisme est l'ennemi à abattre, un changement de paradigme, qui concerne autant le climat, l'énergie, la démographie, la question animale que l'organisation politique des sociétés, est en marche. Avec une lucidité salutaire et par-delà toute pensée réactionnaire, Pierre Madelin nous invite à conserver le monde en tant que monde.



PIERRE MADELIN

Après le capitalisme.

Essai d'écologie politique.

Éditions Écosociété, 2017, 152 pages

Renauderie

Le condominium

Par Renaud Pilote

Je suis le condominium. J'arrive en ville (downtown, baby!). J'ai déjà tout pour moi : je suis jeune, propre, de luxe, j'ai un stationnement souterrain et une vue sur le fleuve (thug life, mofo!). Avant de me mettre à chercher qui aura le bonheur de venir habiter chez moi, je vais rejoindre les copains, mes pairs (don't you screw the crew, yo!) pour quelques pas de danse sur la Grande-Allée (grab them by the pussy, lol!).

Je suis prestigieux. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est écrit tel quel sur la pancarte au pied de ma tour. Adeptes du beau langage et des dernières modes, j'ai en horreur les plaisirs médiocres de tous ces péquenauds de ville qu'il faudrait renvoyer en campagne (white trash rules). Considérant la position avantageuse occupée par mon promoteur aux yeux des hauts placés de la ville (can't wait to reelect them), que ma venue ait été favorisée au détriment d'un projet de coopérative d'habitation est tout à fait dans l'ordre des choses. Certains s'en scandaliseront, mais c'est là un problème dont je n'ai pas le temps de m'occuper pour l'instant (who's your daddy, bitch?).

Présentement inoccupé, je ne m'en porte pas plus mal: la solitude me sied bien, et l'hermitage me donne un sex-appeal certain (so hot right now!). Voyez-vous, je ne suis pas fait pour être habité. Techniquement oui, bien sûr, mais ce n'est pas ma vocation profonde, moi l'oisif débonnaire à la recherche de sophistication absolue. L'idée que je me fais du bonheur s'apparente au calme infini du silence intersidéral (just sick, bro!). Je ne veux pas courir le risque de me faire acheter par un gagnant de loterie exalté ou un mafieux turbulent. Alors je me constitue un profil bas (AKA low profile. LMFAO), je me prétends abordable au commun des mortels et j'espère la perle rare, l'acheteur parfait, celui qui m'habitera peu ou prou, celui qui n'y cuisinera pas et qui n'aura ni chien ni enfants. Je ne peux rien vous cacher, vous l'aurez deviné: le proprio de mes rêves est le spéculateur (OMG I said it!). Je suis une bulle dans la ville et, comme tout le monde, je n'apprécie pas qu'on entre dans ma bulle... immobilière! Dieu que mon humour est subtil (not!).

Dernière chose, vous l'aurez peut-être remarqué, mais je dois composer avec un syndrome de la Tourette pour le moins particulier. Voilà pourquoi je débite dans la langue de Shakespeare (yeah, right!) toutes ces vulgarités entendues ou lues sur les réseaux sociaux. C'est plus fort que moi. Je fais des démarches pour me soigner, car de telles manières pourraient finir par attirer des indésirables (watch out for the douchebags, man!) et cela nuirait à mon susnommé prestige (fucking too late, dude!).



Parce que je ne veux pas que *Droit de parole* ferme ses portes. Parce que je sais qu'il n'y a pas de démocratie sans presse libre et alternative.



Je

deviens ami.e de *Droit de parole* et accompagne cet envoi d'un chèque de 100\$.

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2

Un conte carnavalesque

Kidnapper le Bonhomme

Par Gilles Simard

En 1971, avec mes deux collègues Réal et Joël, je travaille au Cégep Limoilou à titre « d'animateur-étudiant », un tout nouveau statut d'emploi qui fait suite à nos revendications étudiantes, et qui illustre parfaitement l'esprit d'autogestion qui prévaut à ce collège contestataire de la Basse-ville de Québec.

Avec nos délirants slogans hérités des situationnistes de Mai 68 – Dans l'cul! Interdit d'interdire! Tout le monde tout nu! – nous nous réclamons des courants d'action directe et de contre – culture, et nous n'en avons que pour le Che, Guy Debord, Raoul Vaneigem, Carl Rogers, Ivan Illich, Jerry Rubin, Angéla Davis et le F.L.Q.¹ Un joyeux mélange, puissant, détonnant et explosif à souhait!

Aussi, cette année-là, pour ne pas être en reste, nous décidons de nous en prendre au Carnaval de Québec, un événement jadis populaire et participatif, mais qui s'est malheureusement « dysneylandisé » et vidé de sa substance au profit d'une marchandisation effrénée.

L'anti-carnaval

Tôt en janvier, donc, nous faisons le tour des classes de sciences sociales et de philo, et nous gagnons un solide noyau d'étudiant-es à notre cause. En même temps, nous faisons travailler nos contacts à l'intérieur même de l'organisation du Carnaval, histoire d'en apprendre davantage sur les us et coutumes de la « bête » ... J'ai une sœur qui bosse à l'exécutif et mon collègue Réal a son oncle qui travaille à la logistique des parades.

Nous mettons sur pied un comité d'action et le temps de le dire, un authentique carnaval « alternatif » prend forme. En plus d'inviter et de proposer un hébergement gratuit aux cégeps des régions, nous produisons des tracts, des affiches, des slogans, et nous accouchons d'un véritable manifeste socio-culturel, avec une image de Bonhomme, tuque et canne dessinées sur le modèle du patriote du FLQ.

Qui plus est, nous construisons en un temps record un anti-char du carnaval, que nous comptons introduire dans le défilé de la parade du samedi soir, à la Haute-Ville. Notre œuvre, qui se veut une caricature de l'insignifiance et du clinquant carnavalesque, est constitué d'une grosse charrette de bois munie de pneus d'automobile, avec un solide plancher sur lequel sont vissés des boulevards et des sapins constellés de signes de piastres lumineux. L'arrière du char, lui, est occupé par un immense bol de toilette en papier mâché, qui sert de trône à notre propre Reine du Carnaval, son altesse « Queen-Kong 1^{ère} ». Celle-ci sera personnifiée par un de nos volontaires, revêtu pour l'occasion d'un magnifique uniforme de gorille aussi rare que coûteux, déniché en extrémis à Montréal.

Mais tout cela n'est pas assez... Gorgés de confiance et forts des concours de prises de nos célèbres initiations précédentes, nous en voulons davantage en matière d'exploits. Aussi, à l'unanimité, et bien que l'idée tienne de la folie pure, nous décidons de kidnapper le Bonhomme Carnaval. Rien de moins. Nous allons « gentiment » séquestrer le gros symbole « dégénéré », le temps d'une soirée, et ne le libérerons que contre de sérieuses promesses de changement à cette fête « décadente et bourgeoise ». Ce sera un coup d'éclat extraordinaire, un chef-d'œuvre d'action et de provocation, et on entendra parler de nous partout en province, au pays, et même dans le monde entier. Rien de trop beau pour la chasse ouvrière!

Évidemment, tout cela demande de la coordination, de l'organisation, de la précision, un peu – beaucoup de chance et de l'audace, de l'audace, beaucoup d'audace... Une qualité qui ne nous fait pas défaut.

Le kidnapping de Bonhomme

Au jour dit, le samedi six février au soir, à la mi – parade, vers les vingt et une heures, nous sommes au moins cent cinquante gars et filles du Cégep Limoilou et d'ailleurs, trépignant de froid, d'impatience et d'excitation aux abords de la rue Saint-Jean, à la hauteur de la boucherie Bégin, à deux coins de Turnbull, d'où arrive le défilé en provenance de Saint-Cyrille.

La veille, nous avons dissimulé notre char et une fourgonnette dans un obscur espace adjacent, et, durant l'après – midi, nous avons biberonné, répété nos rôles et festoyé dans les tavernes et les restos du faubourg St-Jean-Baptiste.

Les étoiles scintillent, le froid mord, une pâle lune brille et les gens sautillent en soufflant dans leurs mouffes. Nous luttons pour ne pas être avalés par ce monstrueux serpent humain de genoux, de têtes, de coues, de cannes, de trompettes et de caribou qui voudrait bien nous broyer. De partout, jaillissent des sifflements, des imprécations, des applaudissements, des meuglements et des refrains de pochards.

Carnaval, mardi gras, Carnaval... La célèbre chanson de Pierrette Roy est cent fois reprise et des milliers de fois amplifiée par le concert des voix avinées. Le vacarme est assourdissant et les policiers peinent à contenir la foule bigarrée qui s'ébroue au gré de chars multicolores, clowns bariolés, fanfares et majorettes congelées qui déambulent sur Saint-Jean.

Voilà maintenant le char des duchesses qui s'éloigne et celui de la Reine, outrageusement éclairé en rose et blanc, s'apprête à faire de même. La parade achève et venant de Turnbull, plus loin, nous voyons poindre le char de Bonhomme, celui qui clôt officiellement le défilé.

Avec Réal et Joël à mes côtés, je lâche alors un magistral et tonitruant « SALUTATIONS À JÉSUS... », auquel des dizaines de voix font



PHOTO GILLES SIMARD

« Bien que cela tienne de la folie pure, nous décidons de kidnapper le bonhomme Carnaval, rien de moins... »

écho avec un immense et retentissant « HOSTIE »... C'est le signal. Faisant une brèche dans la foule compacte, une vingtaine des nôtres surgissent de l'ombre en tirant la charrette déginguée sur lequel Queen – Kong 1^{ère}, la gorillesse, s'agrippe désespérément. Deux policiers veulent les arrêter, mais une vingtaine de loubards s'interposent. La barrière est soulevée et le singulier attelage, maintenant acclamé par une foule amusée, file à toute allure sur Saint – Jean, avec un peloton de policiers et d'officiels à ses trousses. Un joyeux bordel s'ensuit et beaucoup croient à un coup monté par le Carnaval lui-même.

Entre temps, le dernier char du défilé s'est immobilisé à notre hauteur et, ô miraculeuse chance, voulant souffler un peu, Bonhomme descend de notre côté et se met à trotter vers le camion – escorte qui le suit partout.

Nous bondissons tels des diables et profitons du bordel régnant pour entourer Bonhomme et le pousser de côté vers notre fourgonnette stationnée en retrait. Il y a un mouvement de panique, des officiels apeurés et des policiers effarés veulent nous stopper, mais notre commando ne cède pas d'un pouce. Tirant, grognant, bousculant la grosse peluche de sept pieds et quatre cents livres, nous parvenons à l'amener jusqu'à l'arrière du véhicule, et le catapultons à l'intérieur.

Envoye gros lard... Assieds-toi, pis tranquille! tonne un Réal au bord de l'apoplexie.

Le chauffeur écrase et nous nous frayons péniblement un chemin jusqu'à Charest pendant que Bonhomme, lui, geint d'une voix lamentable et assourdie. Le micro vissé dans son oreille est détruit, et c'est à peine si on l'entend lâcher des sons bizarres comme « NÉ – AL... NÉ – AL... NAL – NAIRE... ».

De peur qu'il étouffe, nous nous hâtons d'enlever sa grosse tête postiche et là, en même temps que les sirènes de police qui se mettent à miauler autour, nous voyons jaillir la bobine cramoisie d'un homme qui roule des yeux effarés et qui hurle: « Réal, qu'est – c'est ça, calvaire? »

HORREUR et CONSTERNATION!!! C'est Albert l'oncle de Réal, qui est à l'intérieur! Celui sensé faire la logistique...

Épilogue

Deux jours après, à dix heures du matin, nous sortons enfin des cellules du Palais de Justice de Québec. J'ai un œil poché, la lèvre fendue, mais nous nous trouvons chanceux, car les seules charges retenues sont celles de méfait public. Et puis notre histoire a fait la une des journaux, ce qui n'est pas rien. Ne reste plus maintenant qu'à aller récupérer notre char au Parc Victoria... Ce matin-là, dans la brume du petit jour montant, jamais je n'ai trouvé autant de sens au slogan qui nous sert de leitmotiv: Vivre sans temps mort et jouir sans entraves. Jamais je ne l'ai trouvé aussi beau, riche, mais en même temps aussi lourd et couteux à porter.

Mais, bof... Ne dit-on pas que: *Le sel de la vie, c'est essentiellement le poivre qu'on y met?*

– Alphonse Allais

¹ **Situationnistes**: Le situationnisme désigne un mouvement contestataire philosophique, esthétique et politique, incarné par l'Internationale situationniste, créé en 1957, en Italie.

La « vraie » histoire de l'anti-carnaval...

Évidemment, on aura deviné qu'il s'agit ici d'une autofiction de l'auteur... Pourtant, à l'hiver 1971, il y eut bien un anti-carnaval avec hébergement, spectacles, manifeste, etc., au Cégep Limoilou. L'anti-char, tel que décrit dans le texte, existât bel et bien, et fut amené à bout de bras de Limoilou jusqu'à la rue St-Jean, au grand plaisir des badauds croisés en chemin. Malheureusement, nous ne parvînmes jamais à l'insérer dans la parade, faute de coordination, et nous dûmes le récupérer au Parc Victoria, après une saisie par la police de Québec. Quant à Bonhomme, et bien avant les Bleus Poudre, nous eûmes l'idée de l'enlever, mais le plan fut vite abandonné compte tenu des difficultés. La tradition de l'anti-carnaval fut néanmoins instaurée, et l'événement durera encore pendant quelques années après. Sur ce, « Joyeux Carnaval »!

Vous aimez lire Droit de parole? Vous pouvez le trouver dans les lieux suivants :

Limoilou

CKRL
405, 3^e avenue
Bibliothèque Saint-Charles
400, 4^e Avenue
Cégep de Limoilou
1300, 8^e Avenue
Bal du lézard
1049, 3^e Avenue

Saint-Roch

Tam-tam café
421, boulevard Langelier
CAPMO
435, rue du Roi
Maison de la solidarité
155, boulevard Charest Est
Bibliothèque Gabrielle-Roy
350, Saint-Joseph Est
Coopérative Méduse
541, Saint-Vallier Est

Saint-Sauveur

Au bureau de Droit de parole
266, Saint-Vallier Ouest
Café La Station
161, rue Saint-Vallier Ouest
Centre médical Saint-Vallier
215, rue Montmagny
Club vidéo Centre-ville
230, rue Marie-de-l'Incarnation

Saint-Jean-Baptiste

L'ascenseur du faubourg
417, rue Saint Vallier Est
Bibliothèque de Québec
755, rue Saint-Jean

Montcalm

Centre Frédéric-Back
870, avenue de Salaberry
IGA Deschênes
255, chemin Ste-Foy.

